

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/343
9 février 2000

(00-0495)

Original: anglais

DÉCLARATION DES MINISTRES DU COMMERCE DES PAYS LES MOINS AVANCÉS, SEATTLE, 29 NOVEMBRE 1999

La Mission permanente du Bangladesh a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 février 2000, en demandant qu'elle soit distribuée aux Membres.

Les Ministres du commerce des pays les moins avancés (PMA):

S'étant réunis à Seattle à la veille de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC,

Rappelant le nouveau plan d'action de vaste portée (CNPA) dans le contexte de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC adopté par les conseillers principaux des Ministres du commerce des PMA à Sun City (Afrique du Sud) le 25 juin 1999,

Rappelant aussi la déclaration adoptée par les Ministres des affaires étrangères des PMA lors de leur neuvième conférence annuelle qui s'est tenue à New York le 29 septembre 1999,

Déterminés à inverser la marginalisation des PMA dans le commerce international et à renforcer leur participation réelle dans le système commercial multilatéral,

1. Approuvent le nouveau plan d'action de vaste portée dans le contexte de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC présenté par le coordonnateur pour les PMA (Bangladesh) au Conseil général de l'OMC dans le document WT/GC/W/251;
2. Félicitent le secrétariat de la CNUCED des activités qu'il mène en faveur des PMA pour renforcer leurs capacités et identifier un programme de négociations commerciales dans la perspective du développement;
3. Remercient le secrétariat de la CNUCED qui a organisé, et le gouvernement sud-africain et le PNUD qui ont parrainé, l'Atelier de coordination à l'intention des conseillers principaux des Ministres du commerce des PMA tenu à Sun City (Afrique du Sud) en juin 1999, qui a débouché sur l'adoption du nouveau plan d'action de vaste portée destiné à aider les PMA à consolider leurs positions de négociation lors de négociations commerciales multilatérales futures;
4. Notent avec beaucoup de préoccupation que la marginalisation des PMA par rapport au courant dominant d'une économie qui se mondialise, dont témoignent l'exiguïté et la constante diminution de leur part des échanges, de l'investissement et de la production, persiste et s'aggrave encore du fait de la lourde charge de l'endettement extérieur;

5. Réitèrent que les PMA sont déterminés à participer activement au processus d'élaboration des règles applicables au commerce mondial et à l'identification des questions auxquelles ils devaient veiller pour sauvegarder et promouvoir leurs avantages potentiels et se protéger d'éventuels risques et pertes;
6. Réaffirment la volonté des gouvernements des PMA de continuer à appliquer des réformes macro-économiques et des politiques sectorielles propres à stimuler la croissance et le développement et à éliminer le paupérisme dans ces pays;
7. Soulignent l'importance d'une mise en œuvre pleine et effective de la Déclaration de Marrakech et des décisions ministérielles en faveur des PMA;
8. Notent qu'il existe une large marge de manœuvre pour améliorer les conditions d'accès aux marchés des PMA et appellent à prendre des mesures rapides pour fournir un accès aux marchés consolidé, en franchise de droits et sans contingents pour tous les produits originaires des PMA;
9. Demandent la suppression par les pays développés, dans un délai convenu, des subventions à l'exportation, en particulier s'agissant de produits agricoles dont l'exportation intéresse les PMA;
10. Réitèrent que dans le domaine des négociations sur les services, il conviendrait d'envisager sérieusement d'améliorer les engagements concernant la circulation des personnes physiques, afin de permettre aux PMA de tirer des avantages plus effectifs du commerce des services;
11. Demandent aux partenaires de développement et aux partenaires commerciaux des PMA d'offrir à ces derniers des programmes larges, radicaux et accélérés d'allègement de la dette et de promouvoir des mesures d'appui intégrées et bien coordonnées qui leur permettraient de surmonter leur marginalisation, en particulier grâce au transfert de technologie et à l'accroissement des flux d'investissement étranger direct (IED) et d'aide publique au développement (APD);
12. Soulignent qu'une intégration véritable et fructueuse des PMA dans l'économie mondiale et le système commercial multilatéral exige de la part des PMA et de leurs partenaires de développement des initiatives concrètes en vue de renforcer les capacités d'offre des PMA, notamment par le développement de leurs infrastructures matérielles et institutionnelles et la mise en valeur de leurs ressources humaines, d'améliorer et d'élargir leur accès aux marchés, et de leur ménager la possibilité d'utiliser avec souplesse les instruments nécessaires pour renforcer la compétitivité des secteurs stratégiques et diversifier leurs exportations de façon à assurer l'expansion de leurs échanges extérieurs;
13. Notent que la teneur du programme de travail multilatéral concernant le commerce, la structure des négociations et leur calendrier conditionneront dans une large mesure l'aptitude des PMA à y participer activement, compte tenu de la minceur des ressources humaines et financières;
14. Demandent que les dispositions et mesures spéciales et différenciées des accords commerciaux multilatéraux en faveur des PMA soient traitées comme obligatoires et contraignantes moyennant leur intégration dans les règles et disciplines du système commercial multilatéral;
15. Demandent que soient pris en compte, lors de futures négociations commerciales multilatérales, les besoins de développement des PMA et que les prochaines négociations aident à améliorer la mise en œuvre des accords et engagements existants et incorporent des propositions présentées par les PMA;
16. Conviennent que, conformément aux propositions du nouveau plan d'action de vaste portée, les PMA adopteront une position de négociation commune, afin de renforcer leur pouvoir de

négociations, et s'efforceront d'établir des coalitions avec d'autres pays en développement et développés partageant leurs intérêts;

17. Demandent la mise en place d'une procédure claire, simplifiée, et accélérée d'accession à l'OMC des PMA qui n'en sont pas encore membres, afin que leur demande soit acceptée dans un délai d'un an. Les PMA qui demandent à accéder à l'OMC devraient voir leur statut automatiquement reconnu et n'être pas assujettis à des engagements supérieurs à ceux pris par les PMA qui sont déjà Membres de l'OMC;

18. Soulignent qu'une assistance technique bien ciblée serait particulièrement importante dans des domaines tels que i) la mise en œuvre des Accords de l'OMC; ii) l'amélioration de la capacité de réaction de l'offre; iii) la conduite des prochaines négociations; et iv) l'accession des PMA à l'OMC;

19. Réitèrent l'importance d'une mise en œuvre effective et en temps voulu de la Déclaration de Marrakech sur l'amélioration de la contribution de l'OMC à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial;

20. Soulignent qu'il importe de prolonger les périodes de transition accordées aux PMA en tenant compte de la disponibilité des ressources requises pour mettre en œuvre chaque accord;

21. Encouragent le secrétariat de la CNUCED à continuer à intensifier ses efforts afin d'aider les PMA à élaborer un programme positif de négociations commerciales et, par le biais de l'assistance technique, à renforcer leur capacité de défendre leurs intérêts dans de futures négociations;

22. Notent avec préoccupation que la mise en œuvre du Cadre intégré est lente et que les quelques tables rondes qui se sont tenues jusqu'ici n'ont pas abouti, principalement à cause des différences de conception du rôle et des objectifs du mécanisme du Cadre intégré entre les PMA et leurs partenaires de développement;

23. Soulignent qu'il importe de mettre en œuvre pleinement et efficacement le Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en tant que principal instrument pour appuyer l'intégration des PMA dans le système commercial multilatéral;

24. Préconisent un examen indépendant du Cadre intégré pour parvenir à un accord sur ses objectifs, sur le dispositif institutionnel nécessaire à sa mise en œuvre, sur les résultats attendus et sur les modalités de mobilisation des ressources pour faciliter l'exécution de divers projets proposés aux PMA par les principales institutions selon leurs mandats respectifs.
